l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

0,50 F | Adresse : B.P. 365 75064 Paris Cedex 02 C.C.P. 30 226 72 - La Source | QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LENINISTES DE FRANCE | Numéro spécial «ESSAI» 9 mars 1975

avril

Marchais a la télévision

AU SERVICE DU SOCIAL-IMPERIALISME

Hier soir, Marchais a démontré une fois de plus qui il sert.

Il a bien entendu réaffirmé sa volonté de voir la France renoncer à la force de frappe. Bien sûr, il n'a rien dit du renforcement de l'armement nucléaire de l'URSS. Il voudrait que la France soit désarmée pendant que le social-impérialisme s'arme jusqu'aux dents. La France serait ainsi soumise au chantage social-impérialiste et verrait considérablement réduites ses possibilités de s'opposer à l'agression qui se prépare.

Marchais attaque Giscard d'Estaing car celui-ci a affirmé que l'Union Soviétique est l'adversaire. Les agents du social-impérialisme ne peuvent supporter les prises de position claires. Mais ce que ne dit pas Marchais c'est que si la défense nationale doit être renforcée pour faire face au social-impérialisme c'est parce que celui-ci menace l'Europe de l'ouest, parce qu'il masse ses troupes en Europe, parce qu'il déploie sa flotte dans les mers et océans qui baignent l'Europe de l'ouest, parce que ses armes nucléaires sont pointées vers les pays d'Europe de l'ouest.

Marchais a encore accusé Giscard d'Estaing de jouer «un rôle de frein» dans la «conférence sur la sécurité européenne». Ses pressions appuient ainsi celles de Brejnev. Le social-impérialisme et ses agents voudraient ainsi que la France participe à un nouveau Munich, qu'elle se laisse prendre à des paroles de paix alors que le social-impérialisme prépare la guerre sur tous les plans.

Marchais joue son rôle de chef de file de la 5ème colonne du social-impérialisme.

Marchais a encore justifié le social-fascisme au Portugal. Il a mis en cause son compère italien Berlinguer, celui-ci ayant fait part de son désaccord avec l'interdiction de différents partis au Portugal. Il a réaffirmé que le programme commun prévoyait la même chose en France. «l'Humanité» s'est employée à justifier l'interdiction d'organisations anti-révisionnistes portugaises. Marchais montre ainsi son visage social-fasciste. C'est là la confirmation de ce que nous savons déjà et que nous prouvent quotidiennement les agressions de nervis sociaux-fascistes contre des camarades.

PALESTINE OCCUPEE

Les fidayines lancent plusieurs attaques.

On apprend qu'à la fin de la semaine dernière un commando de fidayines à fait sauter un dépôt de munitions pour blindés israéliens dans le camp de Karawani. Le dépôt a été totalement détruit ainsi qu'une plantation d'eucalyptus servant à dissimuler des installations militaires. Le feu a également détruit des dépôts appartenant à des usines de coton et de porcelaine du kibboutz «Amos». L'ennemi sioniste a eu des morts et des blessés.

Dans la région d'Al Haraik, une embuscade a été tendue à une unité motorisée sioniste. Plusieurs véhicules ont été détruits et des ennemis tués.

Par ailleurs, des charges explosives ont été placées dans le bureau de la poste centrale d'El Khalil et à Dourra. Les communications ont dû être interrompues.

Au Sud-Liban un détachement sioniste qui avait pénétré au Liban a été repoussé par l'artillerie libanaise.

Conférence sur les matières premières

Ouverture à Paris de la réunion préparatoire

Lundi 7 avril s'est ouverte à Paris la réunion préparatoire à la «conférence internationale proposée par le président de la République française». Dix participants sont présents : l'Algérie, l'Arabie Saoudite, le Brésil, la Communauté économique européenne, les Etats-Unis, l'Inde, l'Iran, le Japon, le Zaïre et le Vénézuela. L'O.P.E.P. en tant qu'organisation s'est volontairement abstenue de venir afin de bien faire comprendre aux pays industrialisés que le problème du pétrole ne saurait être dissocié de celui de l'ensemble des matières premières. Comme l'a expliqué le représentant algérien : *«L'O.P.E.P. n'est pas venue parce que nous ne sommes pas à une réunion sur l'énergie».*

C'est également dans ce sens que la quasi totalité des pays du tiers monde ont soutenu la demande faite par le représentant de l'Algérie pour que soit changée l'appelation de la réunion initialement qualifiée de «réunion préparatoire à la conférence internationale sur l'énergie». Autre manifestation de l'unité des pays du tiers monde, les sept pays en voie de développement présents à cette réunion ont déjà décidé que la désignation des participants à la conférence serait faite par le groupe des cent quatre pays en voie de développement réunis au sein de l'O.N.U.

Quant à lui le délégué américain s'est bien entendu entêté à réaffirmer les positions de l'administration Ford en réclamant que la conférence prévue pour juillet se limite au pétrole. Mais le temps n'est plus où les Etats-Unis parvenaient à diviser pour règner...

A la veille de la visite de Giscard en Algérie

Alors que Giscard d'Estaing s'apprête à partir pour l'Algérie, les nostalgiques du colonialisme s'agitent pour faire échouer le rapprochement entre la France et l'Algérie.

A Avignon, ils ont tenu un rassemblement au cours duquel un orateur s'est écrié : «Soyez prêts à agir à tout moment. La bataille est imminente. Elle sera dure. Désormais, nous nous considérons comme des hors-la-loi !»

A noter la présence d'un député du P«C»F à la tribune aux côtés d'un représentant des harkis. Voici qui démontre que les paroles d'amitié des révisionnistes envers l'Algérie ne sont que du vent. La réalité c'est le sabotage du rapprochement avec l'Algérie.

KURT WALDHEIM

«L'ordre économique ancien est dépassé».

Dans une déclaration exclusive à Algérie Presse Service, Kurt Waldheim, secrétaire général de l'O.N.U., a déclaré : «Il est clair que l'ordre économique ancien est dépassé et qu'il est certain qu'on a besoin d'un ordre économique international plus juste».

Lors de son séjour en Algérie Kurt Waldheim a remis au président Boumedienne la médaille d'or pour la paix de l'O.N.U.

Fin du Congrès de l'Association internationale des juristes démocrates à ALGER.

Le Xème Congrès de l'AIJD s'est caractérisé par l'entrée en scène du tiers monde. Il appelle en particulier tous les juristes démocrates à fournir une aide désintéressée et efficace aux pays en voie de développement dans leur lutte pour le développement économique et le progrès social pour la souveraineté et l'indépendance nationale, contre toutes formes de pression économique et politique étrangère.

A propos de la Conférence de Genève

UN ENTRETIEN O.L.P.-CHINE

Le journal algérien «El Moudjahid» du 3 avril fait état d'un entretien entre l'ambassadeur de Chine à Beyrouth et le chef du département militaire de l'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine). Cet entretien met en évidence la convergence des points de vue chinois et palestinien quant à la convocation de la conférence de Genève, sur laquelle Yasser Arafat s'est montré plus que sceptique lors de son passage à Bahrein le 3 avril, indiquant notamment :

«Je dois d'abord savoir à quel Genève on veut me faire aller. Est-ce le Genève pour servir de couverture à la solution des «Petits pas» ? Est-ce le Genève où je suis censé être un simple témoin ? Est-ce le Genève de la résolution 242 que le conseil national palestinien, la plus haute instance législative palestinienne, a rejetée, engageant par là l'O.L.P. à la rejeter ? »

Ci-dessous nous publions l'information donnée par «El Moudjahid» :

«Le quotidien «Al Anwar» rapporte hier un entretien qu'avait eu M. Zouheir Mohsen, chef du département militaire de l'O.L.P. avec M. Hsu Ming, ambassadeur de Chine à Beyrouth. «Il apparaît difficile de réunir la conférence de Genève à l'heure actuelle», affirme M. Ming.

M. Zouheir Mohsen s'est déclaré d'accord avec l'ambassadeur de Chine, en énumérant les difficultés insurmontables auxquelles se heurtera la convocation de la conférence de Genevè : «Les Arabes n'iront pas à Genève sans l'OLP. L'OLP n'ira pas à la conférence sur la base de la résolution 242. Les Etats-Unis ne souhaitent pas modifier le texte de cette résolution».

M. Hsu Ming a fait observer : «Les Etats-Unis s'efforcent de maintenir l'état «ni guerre ni paix». La politique de «pas à pas» n'est qu'un succédane de celle de «ni guerre ni paix». Même si la conférence de Genève a lieu, elle n'aura pour résultat que le maintien de cet état».

«Peut-on envisager l'éventualité qu'Israel déclenche une guerre limitée et que les Etats-Unis tentent ensuite de conclure de nouveau[illegible] accords ? », a demandé M. Hsu.

«Ce[illegible] hypothèse pourrait se réaliser», a répondu le chef du département militaire de l'O.L.P. cité par «Al Anwar».

THAILANDE

Luttes contre le pillage US

La Thaïlande, limitrophe des pays d'Indochine a longtemps été la «base américaine» par excellence. «Un porte avions géant» disait-on au plus fort des bombardements contre le Vietnam, le Laos ou le Cambdoge. De fait les impérialistes US ont maintenu des bases en Thaïlande et entendent y prolonger leur domination. Mais dans ces années 70, ça va mal pour les impérialistes : en Thaïlande comme ailleurs. Depuis le début de l'année, des luttes multiples se sont déroulées en Thaïlande contre le pillage des ressources naturelles, pour la défense des intérêts économiques nationaux.

Ci-dessous, un récapitulatif de ces luttes, inconnues ici, mais importantes cependant.

Plus de 13 000 étudiants, auxquels s'étaient joints d'autres habitants ont organisé à Bangkok les 7 et 13 février dernier, sur la place de Phramaine, un rassemblement pour protester contre le pillage des minerais dans le fond marin des eaux côtières au sud de la Thaïlande par la «Thai exploration and mining company», firme à capitaux US. Ils ont dénoncé les pratiques de rapine des monopoles américains et exigé l'abrogation des droits miniers accordés à cette compagnie.

La «Thai exploration and mining company», mise sur pied en 1968, est une filiale de l'«Union carbide» américaine. Elle jouit des privilèges miniers sur l'étain dans une zone d'environ 50 000 rai (8 000 hectares) située dans la mer d'Andaman sur la côte sud de la Thaïlande. Les mineurs thaïlandais qui vivaient là de l'exploitation minière depuis une centaine d'années, ont été chassés et privés de leur moyen de vivre.

Auparavant, le 31 janvier et le 1er février, plus de 8 000 étudiants et habitants des provinces de Phang Nga et de Phuket dans le sud de la Thaïlande avaient aussi organisé des rassemblements pour protester contre le pillage des mines d'étain par les monopoles US dans les eaux côtières de ces deux provinces.

Cette juste lutte pour la défense des ressources nationales bénéficie du soutien vigoureux des organisations étudiantes et de masse. Le Centre des étudiants de l'université de Thaïlande, le Front uni national contre la dictature et 50 autres organisations ont publié des déclarations demandant l'abrogation des droits miniers dont jouit la «Thai exploration and mining company» et le versement de compensations par la compagnie.

Actuellement plusieurs «fronts de défense des ressources nationales» ont été formés en de nombreuses provinces, qui se fixent pour objectif de mobiliser, d'organiser et de diriger les masses dans la lutte. Ces fronts font une active propagande, en particulier parmi les masses du nord, du nord-est et du sud de la Thaïlande. Plus de 20 000 Thaïlandais ont participé aux rassemblements organisés par les fronts des provinces de Korat, de Buriram, de Surin, de Srisaket et d'Ubol, au cours desquels ils ont dénoncé le pillage des ressources thaïlandaises par les monopoles US.

La Tunisie en lutte contre les deux superpuissances

Le 31 mars, l'Agence Chine nouvelle a publié un commentaire saluant la lutte du peuple tunisien pour la défense de son indépendance nationale et contre les deux superpuissances. Nous publions ici un large extrait de cet important article.

«... Ces dernières années, la Tunisie a prêté une vive attention au développement de ses relations de coopération amicale avec les pays du tiers monde, avec les pays arabes et africains en particulier. Elle soutient la lutte des pays du tiers monde pour la sauvegarde de leurs intérêts et droits nationaux et condamné les pays industrialisés qui exploitent et pillent les pays en voie de développement. Dans un discours, le premier ministre Nedi Nouira a fait l'éloge de la session extraordinaire de l'assemblée générale de l'ONU sur les problèmes de matières premières et du développement tenue en 1974. Lors de cette session, a-t-il dit, les pays du tiers monde ont pu constater la puissance de leur potentiel économique, renforcée par la formation de leur front uni. Il a indiqué qu'il s'agissait là de l'ébauche d'un nouvel ordre économique plus équitable.

«Depuis 1967, les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union Soviétique se disputent en Méditerranée, menaçant sérieusement la sécurité des peuples des pays de la région méditerranéenne. La Tunisie s'oppose énergiquement, de concert avec l'Algérie et d'autres pays voisins, à ces deux superpuissances qui créent la tension dans cette région, et exige qu'elles retirent leurs flottes de la Méditerranée. Le communiqué commun publié en mai 1972 par les deux chefs d'état de Tunisie et d'Algérie dit :

«En ce qui concerne la situation qui prévaut en mer Méditerranée, les deux présidents ont exprimé leur vive inquiétude devant la tension qui existe dans cette région, laquelle a pour origine la présence militaire étrangère et la rivalité des grandes puissances. Voilà pourquoi les pays riverains de la Méditerranée se doivent d'entreprendre une action commune, loin des manœuvres étrangères, afin que la Méditerranée soit un lac de paix, de sécurité, de tranquilité, et un instrument de coopération entre tous ces peuples».

Pour sauvegarder l'indépendance et la souveraineté du pays, le gouvernement et le peuple tunisiens rehaussent leur vigilance face aux activités subversives des superpuissances. En septembre 1973, le gouvernement tunisien a annoncé qu'il avait découvert l'existence d'un réseau d'espionnage soviétique se livrant à la subversion en Tunisie, à la suite de quoi deux «diplomates» et un «correspondant» soviétiques furent expulsés de Tunisie.

La Tunisie soutient activement la lutte que mènent les peuples des pays africains non encore indépendants contre la domination colonialiste et raciste. En septembre 1973, lorsque la république de Guinée Bissau naquit glorieusement du feu de la lutte armée, la Tunisie reconnut cette république africaine sœur nouvellement indépendante. A de multiples occasions, les dirigeants et les représentants tunisiens condamnèrent la domination colonialiste et raciste en Afrique australe et exprimèrent leur soutien aux mouvements de libération au Mozambique, en Angola, en Azanie, au Zimbabwe, et en Namibie.

La lutte que mène le peuple tunisien depuis 19 ans et celle que mènent en étroite coordination, les peuples des autres pays du tiers monde contre l'impérialisme, le colonialisme et l'hégémonisme, s'apportent une aide et un soutien mutuels. Ainsi se dessine un courant de l'histoire irrésistible qui va impétueusement de l'avant.»

PROLETARIAT No9

AU SOMMAIRE :
— La guerre imminente et l'Europe — Interview de dirigeants du P.C.M.L. de Belgique — Un syndicaliste accuse — La grève d'Hollenstein — Nationalisations : solution miracle ? — Front-Rouge : officine révisionniste — Femmes cambodgiennes — Histoire : 1932-1939, «détente» ou course à la guerre ? — Enver Hoxha, OEuvres choisies —

l'exemplaire : 9 F
à commander à E-100 — 70, rue de Belleville — 75020 — Paris.

APPEL A TOUTES LES ORGANISATIONS

ETUDIANTES ET POLITIQUES ANTI-IMPERIALISTES

Mardi 1er avril, au petit matin, d'importantes forces de répression ont encerclé et isolé la région sucrière de Grosse-Montagne. Après diverses manœuvres d'intimidation et de provocation autour de la centrale sucrière, elles ont investi la chapelle où le père Céleste, lié aux travailleurs de la région, en était à son treizième jour de grève de la faim, pour la reprise des négociations syndicat-patronat. Elles ont sauvagement pris d'assaut la chapelle à coups de grenades lacrymogènes, agressant une centaine de personnes qui se trouvaient là.

De nombreux membres du «Comité de coordination du mouvement de masse» constitué de l'U.G.T.G. (Union générale des travailleurs de la Guadeloupe), du M.R.J.C. (Mouvement rural de la jeunesse chrétienne) et de la J.O.C. (Jeunesse ouvrière chrétienne) ont été blessés. Les hordes armées colonialistes ont pénétré dans les maisons avoisinantes, matraqué et blessé femmes et enfants. Le père Céleste a été emmené de force vers une destination inconnue.

Samedi dernier, d'importantes forces de répression sont arrivées dans notre pays par avions entiers. Samedi, le préfet, qui était venu en toute hâte prendre des instructions auprès de ses chefs colonialistes à Paris, dans un discours de type fascisant, a menacé les travailleurs et déclaré que coûte que coûte la récolte doit commencer mardi 1er avril. Il a ouvertement menacé les «fauteurs de troubles et apprentis révolutionnaires». L'intention des capitalistes colonialistes français a donc été clairement exprimée : noyer coûte que coûte dans le sang, la lutte des travailleurs agricoles et d'une façon plus large, celle du peuple guadeloupéen.

En Guadeloupe, toutes les basses manœuvres des rapaces colonialistes pour intimider et tromper les travailleurs agricoles ont échoué : chantage, intimidation, importation de travailleurs étrangers, etc., n'ont pas réussi un seul instant à entamer la détermination à lutter des travailleurs. Bien au contraire, le mouvement de solidarité s'étend chaque jour à des couches toujours plus larges du peuple guadeloupéen.

Dans les jours qui viennent, nous devons nous attendre au pire. Nous avons gardé en mémoire les massacres de mai 1967. Le colonialisme français assassina alors plus de 40 fils du peuple et en blessa une centaine plutôt que d'accorder 2 % d'augmentation aux ouvriers du bâtiment en grève.

le Comité exécutif de l'A.G.E.G.

MARDI 8 AVRIL 1975 A 20 HEURES

MEETING D'INFORMATION

SUR LA SITUATION EN GUADELOUPE

***

44 RUE DE RENNES

75006 PARIS

Métro : Saint-Germain des Près

– Les télégrammes de protestation doivent être adressés à :

* Ministère des D.O.M.-T.O.M. - 27, rue Oudinot - 75007 Paris

* Préfecture de la Guadeloupe à Basse-Terre - 97-1 Guadeloupe

(Vous voudrez bien nous en adresser une copie)

– Les messages et télégrammes de soutien doivent être adressés à :

* U.G.T.G.
C/O M. Thernisien Nomertin
Moustique Sainte Rose
97-1 Guadeloupe

* U.P.G.
C/O M. René Chicate
Roussel Lamentin
97-1 Guadeloupe

– Les soutiens matériels peuvent être envoyés directement aux syndicats précités ou à l'A.G.E.G. - 85, rue Beaubourg - 75003 Paris - métro Arts et Métiers.

VANNES

Des soldats luttent pour une véritable instruction militaire

C'est l'accumulation d'un certain nombre de contraintes inutiles fin février et début mars (pendant trois semaines la *seule* activité pour la majorité des soldats du régiment a été «exercices de défilé, prises d'armes» avec toutes les menaces de punitions et brimades que cela entraîne) et des permissions au compte-goutte qui ont amené des soldats du RICM à réagir : *les soldats de tout un peloton ont décidé de faire la grève* du rapport le vendredi 14 mars et de ne pas descendre de la salle d'instruction avant que le colonel ne soit venu discuter avec eux de leurs revendications :

— l'application effective des 10 mesures de Soufflet, notamment en ce qui concerne les permissions,

— le problème du respect de l'appelé et la suppression des brimades (notamment celle de l'appel du soir),

— arrêter les parades inutiles et recevoir une véritable instruction militaire, être informé des décisions, tirer le bilan des manœuvres,

— le problème de l'affectation rapprochée...

Au cours de la «discussion» avec le colonel, les soldats ont bien précisé qu'ils ne remettent pas en cause la nécessité d'une défense nationale, surtout dans la période actuelle, et le maintien d'une armée de conscription, car la défense ne peut être assurée efficacement que par le peuple en armes ; et ils ont toujours lies leurs revendications matérielles à l'exigence d'une sérieuse préparation militaire (moins de parades, plus de manœuvres et le bilan de ces manœuvres).

Le lundi suivant, à la cérémonie des couleurs, le colonel décidait de dissoudre le peloton en question, préférant ainsi, une fois encore, répondre par la répression aux légitimes revendications des appelés.

Néanmoins de petites améliorations ont été obtenues (suppression de l'appel du soir, des permissions de nuit plus nombreuses, etc.). Ce qui montre à l'ensemble des soldats que, à l'armée comme à l'usine, ce n'est que par la lutte dans l'unité que l'on obtient quelque chose.

LE MANS

AGRESSION SOCIAL-FASCISTE A LA S.N.C.F.

Vendredi 4 avril, à 13 h 30, des travailleurs diffusaient un tract de l'Humanité-rouge tirant les leçons des élections professionnelles dénonçant les dirigeants de la CGT, membres du PéC»F, traitres à la classe ouvrière, dénonçant aussi le social-impérialisme russe, ennemi le plus dangereux pour les peuples d'Europe.

Un courageux révisionniste de la CGT, après avoir lu notre tract, attendit sur place l'arrivée de son commando avant d'attaquer ! Un petit signe de la main et aussitôt, sur son ordre, quatre ou cinq nervis surexcités, agressent les diffuseurs, déchirent leurs tracts, menacent un camarade de la SNCF de le jeter par-dessus le pont, sur les rails.

La majorité des tracts avaient déjà été distribués et l'action courageuse de ces individus n'aura servi qu'à éclairer les travailleurs de la SNCF sur les méthodes fascistes employées par ces prétendus défenseurs de la démocratie, ceux-là même qui sont aussi pressés d'aller discuter avec les patrons que de casser la figure aux véritables communistes.

NON ! Les adhérents de la CGT n'accepteront jamais un syndicat à la polonaise, ils veulent un syndicat qui lutte classe contre classe, comme à l'époque de Pierre Sémard.

Correspondant H.R. (SNCF, Le Mans)

Intensifions la campagne de souscription

Depuis hier nous sommes passés à la période d'essai du *quotidien* préparant son lancement officiel sur quatre pages tirées prochainement.

D'autre part, les deux numéros d'essai sur huit pages ayant reçu une large approbation, nous nous fixons l'objectif de l'H.R. QUOTIDIEN SUR HUIT PAGES en septembre, afin de mieux remplir nos objectifs politiques. Pour atteindre cet objectif il nous faut absolument renforcer notre équipement. Aussi nous faut-il INTENSIFIER LA CAMPAGNE DE SOUSCRIPTION DE MASSE, notamment dans les entreprises en faisant souscrire les travailleurs largement autour de nous, en faisant preuve d'un esprit d'offensive. *Le sept avril au matin nous en étions à 37 221,52 F.* EN AVANT POUR LES 20 MILLIONS LE 1er JUILLET

A PUCK

LES REVISIONNISTES SABOTENT LA LUTTE

A l'usine P.U.C.K. d'Yvours-Pierre Bénite (Rhône) les travailleurs du labo ont engagé résolument la lutte dans l'unité pour obtenir la garantie d'un coefficient maximum.

Depuis le 13 mars, en refusant de faire les analyses spécifiques d'une nouvelle fabrication en cours de démarrage, ils ont bloqué la production d'un nouvel atelier. Ainsi, ils ont tenté d'établir un rapport de force pour faire céder le patron.

S'érigeant comme les seuls maîtres de leur action, les travailleurs se sont aperçu rapidement que cela ne convenait pas aux dirigeants révisionnistes du P«C»F qui contrôlent la section syndicale CGT.

En effet, ceux-ci ont tout fait pour amener les travailleurs sur des positions de collaboration de classe, en exercant des pressions pour qu'ils acceptent un accord-bidon. Par exemple : ils ont poussé les travailleurs à rencontrer le patron pour négocier... Evidemment celui-ci n'avait rien dans sa «serviette» sinon des menaces d'intimidation !

Le 27 mars, les révisionnistes se sont démasqués un peu plus en refusant systématiquement la signature de la CGT au bas d'un tract élaboré par les travailleurs du labo eux-mêmes !

Et grâce, encore, à leur implantation dans l'usine, les révisionnistes ont réussi à isoler le secteur combatif du labo de l'ensemble de la boite, par un travail de sape forcené, digne de la CFT, jetant le trouble chez de nombreux travailleurs. Ceux-ci ont dû se contenter des quelques miettes concédées par le patron.

Mais à chaque coup porté aux intérêts des travailleurs les dirigeants révisionnistes dévoilent leur vrai visage de diviseurs, de traitres au prolétariat. Alors, les travailleurs ouvrent les yeux un peu plus chaque jour et renforcent leur unité sur des bases prolétariennes pour arracher leurs légitimes revendications.

De plus, ils savent tirer les leçons du passé, ils n'ont pas la tête vide, ils sauront tôt ou tard orienter leur lutte et démasquer encore plus leurs faux amis pour vaincre.

Correspondant H.R.

MICHELIN

barrer la route à la semaine continue

Depuis 68, d'année en année, les ouvriers de Michelin ont acquis un nombre croissant de samedis chômés (payés) ; il y en a 30 pour 1975. Mais il y a la crise. Pour tenter de la faire payer aux travailleurs, Michelin veut faire tourner ses usines à 100 %. Pour commencer, il s'attaque aux samedis matins chômés, dans les usines qu'il juge peu combatives. Mais les ouvriers sont décidés à ne pas se laisser faire.

Dès le 8 mars, les ouvriers concernés – ceux du secteur poids lourds – ont refusé massivement le travail du samedi chômé. Le 5 avril, 70 % de l'équipe de nuit a débrayé de 4 à 5h et rejoint les grévistes du samedi matin devant les grilles.

Malgré la manœuvre de faire récupérer par avance les heures de ces samedis-là, de les payer 50 % en plus, malgré les huissiers et les coups bas des chefs musclés contre le piquet de grève, les travailleurs ont montré qu'ils continueront de refuser le travail des samedis chômés.

Correspondant HR

ABONNEMENT

Dans une première étape nous ne publierons l'Humanité rouge que trois fois par semaine, étape de lancement dura laquelle nous maintiendrons la publication d'un bi-mensuel.

(Ecrire en MAJUSCULES s.v.p.)

NOM .....

PRENOM .....

ADRESSE .....

.....

Tri-hebdo (6 mois) : Pli ouvert 75 F - pli fermé 172 F

Bi-mensuel (6 mois) : Pli ouvert. 30 F - pli fermé 59 F

Tri-hebdo et Bi-mensuel (6 mois) :
Pli ouvert 100 F - pli fermé 230 F

C.C.P. 30 226 72 - La Source

LES BELLES METHODES DE LA PREFECTURE

Le vendredi 4 avril, à 6h 30 du matin, 60 travailleurs algériens locataires du 6, impasse Mont-Tonnerre, ont été expulsés par la force sans aucun préavis. Les locataires ont été réveillés par des policiers en civil qui ont enfoncé les portes de leurs chambres, tandis qu'une dizaine de cars attendaient dehors.

Pourtant, la préfecture de Paris avait assuré à plusieurs reprises que les travailleurs du 6, impasse Mont-Tonnerre recevraient des propositions officielles de relogement et que, en attendant, ils étaient maintenus dans les lieux (Bulletin municipal officiel du 20/12/74 et promesses plus récentes encore). Elle s'était même engagée à interdire au propriétaire la société Zéphyr, de poursuivre ses travaux de démolition dans l'immeuble tant que les locataires n'étaient pas relogés.

En réalité, ce n'est pas la première fois que les pouvoirs publics ne tiennent pas leurs promesses vis à vis des travailleurs mais s'empressent au contraire de donner satisfaction à des propriétaires dont le seul but, en expulsant les locataires, est de construire des logements de luxe et de faire une opération très rentable, à un propriétaire qui, dans cette affaire, n'a pas cessé depuis deux ans d'employer la violence contre les locataires pour les faire partir (démolitions systématiques, injures racistes, coups, etc...)

Ces méthodes ont le même but que celles qui consistent à expulser systématiquement les travailleurs du 15ème pour permettre aux promoteurs et aux banques de faire leurs profits. Elles sont cependant toujours plus violentes vis-à-vis des travailleurs immigrés, victimes d'un racisme entretenu par des journaux comme «Minute» et «le Parisien libéré».

Le propriétaire du 6, impasse Mont-Tonnerre va construire de «ravissants studios de standing» que ne pourront payer ni les travailleurs français à revenus modestes ni surtout les travailleurs immigrés, qui n'ont même jamais droit à des chambres individuelles ou à des logements H.L.M.

Travailleurs français et travailleurs immigrés sont donc victimes de la même exploitation, tant dans leurs conditions de logements que dans leurs conditions de travail. C'est donc ensemble qu'ils doivent lutter pour imposer leurs droits.

Travailleurs français, travailleurs immigrés : une seule classe ouvrière, un seul combat !

Comité logement 15ème
70 Rue Falgière.

Krasucki contre les ouvriers de Renault

Dans l'«Humanité blanche» du 5 avril, Henri Krasucki secrétaire de la CGT se livre à quelques tours de passe-passe. Il prétend à la fois que le conflit Renault est «l'affaire de tous» et comme tous les dirigeants révisionnistes il part en guerre contre le gouvernement auquel il reproche de ne pas négocier Quand les révisionnistes négocient, ils utilisent les revendications des travailleurs et les détournent sur leur ligne de trahison, en mettant de côté celles qui les gênent.

D'autre part, Krasucki déclare : «A force de chercher, ceux qui nous gouvernent vont finir par trouver ce qu'ils n'attendent pas : un développement plus rapide, plus énergique et plus étendu de l'action revendicative».

Voilà bien une manipulation révisionniste. Depuis deux mois les ouvriers de Renault-Le Mans, fermement décidés, ont déclenché la grève sans attendre le feu vert de la clique Séguy-Krasucki-Marchais ; depuis deux mois les dirigeants CGT-P«C»F ont tout fait pour les freiner et pour que ceux du Mans soient isolés des autres usines de la Région. D'autre part, ils ont lancé artificiellement des mini-mouvements très limités qu'ils contrôlent et qu'ils utilisent pour faire pression sur le gouvernement.

Par cette pratique de manipulation ils divisent et démobilisent les ouvriers, ils affaiblissent la classe ouvrière et par conséquent facilitent les manœuvres de pénétration du social-impérialisme.

Le numéro «SPECIAL COMMUNE DE PARIS» de la revue «LE SOUFFLE» est paru.

Passez vos commandes à : l'Humanité rouge – boite postale 365, 75064 Paris, Cedex 02, Prix de vente : 0,70 F.

«Femmes dans le combat» journal des communistes marxistes-léninistes de France est paru.

Passez vos commandes à : l'Humanité rouge – boite postale 365, 75064 Paris, Cedex 02, Prix de vente : 2,00 F.

Directrice de publication : Suzanne MARTY C.P.P.P. N° 47291 Imp. La Nouvelle n° 2112 Dépôt légal : 2ème trimestre 1975